

## COMMUNIQUE DE PRESSE

Guillaume Pepy entend liquider les cheminot-e-s et leur statut (PCF)

Alors que les négociations sur la future convention collective de la SNCF sont en cours, Guillaume Pepy s'est livré hier dans un interview au journal Les Échos, à une véritable provocation à l'égard des cheminot-e-s.

Comme il l'a déjà affirmé la semaine dernière sur BFMTV, le patron de la SNCF a confirmé la suppression de 21.000 postes d'ici 2026. Un vrai plan social s'annonce, sur fond de dumping social et de casse du statut des cheminots.

Loin des promesses conjointes faites par le gouvernement et la direction de la SNCF sur le maintien du statut, Guillaume Pepy indique qu'il « ne peut avoir de SNCF à deux vitesses, avec les statutaires d'un côté, et les nouveaux salariés de l'autre ».

Une annonce claire qui fixe un unique objectif : la suppression du statut.

Le patron de la SNCF assure dans le même temps que la réforme ferroviaire va livrer ses promesses, à savoir permettre « plus de trains, et des transports de meilleure qualité. Avec un focus particulier sur nos fondamentaux, que sont la sécurité, la régularité et l'information voyageurs ». Un discours en total décalage avec la réalité de terrain.

Non content de sacrifier et fermer les lignes, la SNCF détruit de nombreuses dessertes de proximité au nom de la sacro-sainte rentabilité, remettant de fait en cause l'égalité d'accès au transport pour tous.

Il ne faut pas avoir peur des mots, c'est un plan social que propose aujourd'hui le patron de la SNCF.

Les fermetures des guichets, les suppressions des contrôleurs à bord des trains, et des agents d'escale dans les gares entraîne une remise en cause sans précédent des conditions de sécurité de transport des usagers.

En tirant les conditions de travail vers le bas, et jouant sur le dumping social entre salarié-e-s, Guillaume Pepy veut faire de la SNCF une entreprise tournée uniquement vers la recherche de résultat financière et non de service rendu aux usagers.

Le PCF va continuer à alerter sur les dangers de la mise en œuvre de cette réforme, et soutiendra toutes les initiatives permettant de faire reculer le gouvernement dans son projet mortifère de casse du rail public.

Parti communiste français,

Paris, le 5 octobre 2018.